



RCS : ST BRIEUC

Code greffe : 2202

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de ST BRIEUC atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1977 B 00024

Numéro SIREN : 309 410 025

Nom ou dénomination : PLEDIS

Ce dépôt a été enregistré le 11/10/2017 sous le numéro de dépôt 6068

PLEDIS
Société par actions simplifiée au capital de 47.124 euros
Siège social : Zone d'Activités Commerciales du Plateau
22190 PLERIN
RCS SAINT BRIEUC 309 410 025

**PROCES-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS
DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 10 JUIN 2016**

- PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT -

.../...

TROISIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice écoulé, augmenté de la somme de 894.628,71 euros, prélevée sur le poste « autres réserves », de la manière suivante :

- Aux actionnaires à titre de dividendes, à concurrence de 2.720.000 €
Soit un dividende de 883,12 euros par action,

Ainsi chacune des 3.080 actions reçoit un dividende de 883,12 Euros (valeur arrondie) mis en paiement immédiatement.

Sur le plan fiscal, conformément aux dispositions de l'article 158-3 2° et 4° du Code Général des Impôts, l'Assemblée Générale prend acte que ce dividende ouvre droit à un abattement de 40 % calculé sur la totalité de son montant uniquement au profit de personnes physiques. Ainsi, le dividende s'élevant à 883,12 Euros (valeur arrondie) par action, il ouvre droit à un abattement de 353,25 Euros (valeur arrondie) par action.

L'Assemblée Générale prend également acte qu'en application des dispositions nouvelles de l'article 117 quater du même Code, les personnes physiques sont soumises, au titre de la présente distribution, à un prélèvement obligatoire non libératoire de 21 %, lequel sera payé par la Société au plus tard le 15 du mois suivant le paiement de la distribution.

Enfin, les contributions et prélèvements sociaux dus au titre de cette distribution font l'objet d'un paiement à la source en application des dispositions de l'article 136-7 du Code de la sécurité sociale. Le paiement à la source doit être versé dans les quinze premiers jours du mois suivant celui du paiement de la distribution.

Conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, il est proposé de constater que les dividendes mis en distribution au cours des trois derniers exercices ont été les suivants :



Exercice	Dividende par action	Revenus distribués éligibles à l'abattement	Revenus distribués non éligibles à l'abattement
DCU du 13/12/2012	1.956 Euros	3.912 Euros	6.020.568 Euros
31/01/2013	487,07 Euros	974,14 Euros	1.499.025,86 Euros
31/01/2014	582,52 Euros	1.165,04 Euros	1.792.996,56 Euros
31/01/2015	681,82 Euros	1.363,64 Euros	2.098.636,36 Euros

.../...

- ADOPTION -

Cette affectation a été adoptée par l'assemblée générale en date du 10 juin 2016.

Certifiée conforme
Le Président



PLEDIS

Société par actions simplifiée au capital de 47.124 euros
Siège social : Zone d'Activités Commerciales du Plateau
22190 PLERIN
RCS SAINT BRIEUC 309 410 025

BILAN

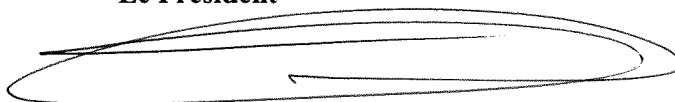
COMPTE DE RESULTATS

ANNEXE

DE L'EXERCICE CLOS

LE 31 JANVIER 2016

Certifiés conformes
Le Président

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke, positioned below the text 'Le Président'.

Sommaire

Exercice du 01/02/2015 au 31/01/2016

Détail des comptes de produits	56
ANALYSE ECONOMIQUE	58
Résultat comparatif 1/2	59
Résultat comparatif 2/2	60
Soldes Intermédiaires de Gestion	61
Détermination de la Capacité d'Autofinancement	62
Tableau des Emplois et Ressources	63
Tableau de Financement	64
Flux de trésorerie	65
7 ratios financiers	66
Tableau des résultats sur 5 ans	67
ETATS FISCAUX COMPLEMENTAIRES	68
Détermination du Résultat Fiscal	69
Suivi des déficits	70
Renseignements divers	72
Plus et Moins-values	73
Détail des immobilisations cédées	74
Affectation des plus-values	75
Suivi des moins-values	76
Affectation plus-values LT	77
Valeur ajoutée	78
TABLEAUX ACDLEC	79
ACDLEC - Renseignements divers	80
ACDLEC - Tableau synthétique	81
ACDLEC - Tableau ventilé par rayons	82
IMMOBILISATIONS	90

Etats financiers au 31/01/2016

BILAN

Bilan Actif

		31/01/2016			31/01/2015
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)					
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires	278 907	269 708	9 199	2 213
	Fonds commercial (1)	1 120 187		1 120 187	1 120 187
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	387 025	34 194	352 831	361 871
	Constructions	10 863 870	7 635 562	3 228 308	3 470 111
	Installations techniques,mat. et outillage indus.	2 157 563	1 785 444	372 118	412 409
	Autres immobilisations corporelles	876 223	652 303	223 920	161 804
	Immobilisations en cours	30 841		30 841	
	Avances et acomptes	22 695		22 695	88 200
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	783 538		783 538	772 593
	Créances rattachées à des participations	731 306		731 306	679 799
	Autres titres immobilisés	1 055 241		1 055 241	1 047 438
	Prêts	56 173		56 173	56 183
	Autres immobilisations financières	685 566		685 566	679 611
TOTAL (II)		19 049 133	10 377 211	8 671 923	8 852 418
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements	47 887		47 887	34 778
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	6 098 743	343 731	5 755 012	5 560 613
	Avances et Acomptes versés sur commandes				400
	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	215 799	8 637	207 161	370 402
	Autres créances	2 172 256	3 054	2 169 202	1 975 812
	Capital souscrit appelé, non versé				
COMPTES DE REGULARISATION	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	2 652 230		2 652 230	2 652 390
	DISPONIBILITES	2 787 535		2 787 535	4 239 697
	Charges constatées d'avance	439 135		439 135	477 606
	TOTAL (III)	14 413 584	355 422	14 058 162	15 311 697
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecarts de conversion actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		33 462 717	10 732 633	22 730 085	24 164 115
(1) dont droit au bail				170 000	170 000
(2) dont immobilisations financières à moins d'un an				1 473 044	1 415 593
(3) dont créances à plus d'un an					

Bilan Passif

		31/01/2016	31/01/2015
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	47 124	47 124
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	495 078	495 078
	Ecarts de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale	4 713	4 713
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	10 852 246	10 811 857
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice	1 825 371	2 140 389
	Subventions d'investissement	3 517	4 917
	Provisions réglementées	163 960	175 544
Total des capitaux propres		13 392 010	13 679 622
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total des autres fonds propres			
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	131 022	127 022
Total des provisions		131 022	127 022
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	591 168	1 981 704
	Emprunts et dettes financières divers	34 904	35 666
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	9 171	13 488
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 992 935	4 602 740
	Dettes fiscales et sociales	2 934 467	3 227 309
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	83 795	45 915
	Autres dettes	560 613	450 649
	Produits constatés d'avance (1)		
Total des dettes		9 207 053	10 357 471
Ecarts de conversion passif			
TOTAL PASSIF		22 730 085	24 164 115
Total du bilan en centimes		22 730 084,70	24 164 114,83
(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		8 772 168	8 555 817
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		652	

Etats financiers au 31/01/2016

COMPTE DE RESULTAT

Compte de Résultat

1/2

				31/01/2016	31/01/2015
		France	Exportation	12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises	84 371 475		84 371 475	85 356 502
	Production vendue (Biens)	47 264		47 264	44 404
	Production vendue (Services et Travaux)	880 580		880 580	832 240
	Montant net du chiffre d'affaires	85 299 320		85 299 320	86 233 146
	Production stockée				
	Production immobilisée				
	Subventions d'exploitation			40 000	58 293
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			383 594	320 251
	Autres produits			14 021	44 434
	Total des produits d'exploitation (1)			85 736 935	86 656 123
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises			64 884 976	65 599 850
	Variation de stock			(173 976)	(168 544)
	Achats de matières et autres approvisionnements			231 023	240 562
	Variation de stock				
	Autres achats et charges externes			7 623 722	7 307 132
	Impôts, taxes et versements assimilés			1 073 475	1 138 247
	Salaires et traitements			5 921 317	5 837 916
	Charges sociales du personnel			2 248 343	2 140 078
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements :				
	- sur immobilisations			1 119 036	1 248 070
	- charges d'exploitation à répartir				
	Dotations aux dépréciations :				
	- sur immobilisations			355 422	383 594
	- sur actif circulant				
	Dotations aux provisions			4 000	
	Autres charges			19 079	60 683
	Total des charges d'exploitation (2)			83 306 417	83 787 590
RESULTAT D'EXPLOITATION				2 430 518	2 868 534

Compte de Résultat

2/2

		31/01/2016	31/01/2015
RESULTAT D'EXPLOITATION		2 430 518	2 868 534
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3)	8 189	9 650
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)	53	174
	Autres intérêts et produits assimilés (3)	48 970	55 841
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		78 000
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		2
Total des produits financiers		57 211	143 667
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées (4)	150 865	102 818
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		150 865	102 818
RESULTAT FINANCIER		(93 654)	40 849
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		2 336 864	2 909 382
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	1 566	1 738
	Sur opérations en capital	2 400	10 880
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	41 600	57 032
	Total des produits exceptionnels	45 566	69 650
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	810	40 436
	Sur opérations en capital	4 454	3 102
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	30 017	16 006
	Total des charges exceptionnelles	35 281	59 543
RESULTAT EXCEPTIONNEL		10 285	10 107
PARTICIPATION DES SALAIRES		214 360	247 741
IMPOTS SUR LES BÉNÉFICES		307 418	531 359
TOTAL DES PRODUITS		85 839 712	86 869 440
TOTAL DES CHARGES		84 014 341	84 729 051
RESULTAT DE L'EXERCICE		1 825 371	2 140 389
Résultat de l'exercice en centimes		1 825 371,29	2 140 389,04
(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs			
(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs			
(3) dont produits concernant les entreprises liées			
(4) dont intérêts concernant les entreprises liées		12 693	15 415

Etats financiers au 31/01/2016

ANNEXE

Règles et Méthodes Comptables

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables générales d'établissement et de présentation des comptes annuels, dans le respect du principe de prudence et des hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du Code de Commerce et du Plan Comptable Général 2014 (PCG 2014).

Le PCG 2014 correspond au règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 (homologué par l'arrêté du 8 septembre 2014, publié au JO du 15 octobre 2014), qui annule et constitue une recodification du PCG 99, complété des règlements publiés depuis cette date.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Principales méthodes utilisées - Changements de méthode - Autres informations

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les logiciels figurant à l'actif font l'objet d'un amortissement linéaire sur 12 mois.

Aucune provision pour dépréciation n'a été constatée au cours de l'exercice pour ce poste.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles entrées au cours de l'exercice ont été traitées en respectant la réglementation.

Aucun changement notable de méthode ni changement d'estimation n'est intervenu au cours de l'exercice en ce qui concerne ce poste.

Méthode de traitement des immobilisations entrées :

Aucun changement notable de méthode ni changement d'estimation n'est intervenu au cours de l'exercice en ce qui concerne ce poste.

Méthode de traitement des immobilisations :

Les immobilisations corporelles sont évaluées soit :

- à leur coût d'acquisition : prix d'achat et frais directement attribuables engagés pour la mise en état de fonctionnement de l'immobilisation, incluant ou non certains frais accessoires d'acquisition des immobilisations selon l'option retenue ci-après ;
- à leur coût de production.

Les amortissements pratiqués sont calculés sur la durée d'utilisation propre à l'entreprise et à chaque

Règles et Méthodes Comptables

immobilisation corporelle.

La base amortissable ne tient compte d'aucune valeur résiduelle, du fait de la nature des immobilisations.

Enfin, les immobilisations corporelles n'ont fait l'objet d'aucune dépréciation au cours de l'exercice

PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES

La valeur brute est constituée par le coût d'achat incluant ou non certains frais accessoires d'acquisition des immobilisations selon l'option retenue ci-après. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

PRECISIONS SUR CERTAINES OPTIONS DE COMPTABILISATION

Frais accessoires d'acquisition des immobilisations (droits de mutation, honoraires d'acquisition ou commissions et frais d'actes) :

- **Immobilisations incorporelles** : La société a opté pour la comptabilisation de ces frais en charges ; ces dépenses ne sont donc pas incorporées dans le coût d'entrée des immobilisations concernées

- **Immobilisations corporelles** : La société a opté pour la comptabilisation de ces frais en charges ; ces dépenses ne sont donc pas incorporées dans le coût d'entrée des immobilisations concernées

- **Immobilisations financières** :

-> Titres de participations : La société n'a pas opté pour la comptabilisation de ces frais en charges ; ces dépenses sont donc incorporées dans le coût d'entrée des immobilisations concernées

-> Autres titres : La société a opté pour la comptabilisation de ces frais en charges ; ces dépenses ne sont donc pas incorporées dans le coût d'entrée des immobilisations concernées

Coût des emprunts : la société n'a pas opté pour l'incorporation de ces dépenses dans le coût de production des immobilisations ou des stocks ; ces dépenses sont donc comptabilisées en charges.

Composants de 2^{ème} catégorie : la société n'a pas opté pour l'identification de cette catégorie de composants (gros entretien et grandes révisions inscrits dans un programme pluriannuel) ; le cas échéant une provision pour grandes révisions a été constituée.

STOCKS

Les stocks sont évalués au coût d'achat net de ristournes au jour de l'inventaire éventuellement ramené au cours du jour si celui-ci est inférieur.

Règles et Méthodes Comptables

CREDIT-BAIL

Un nouveau contrat de crédit bail a été conclu au cours de l'exercice avec la société VOLVO AUTOMOBILES FINANCE, département de CGL.

Les caractéristiques de ce contrat ainsi que celui conclu au cours des exercices précédents sont mentionnées dans l'état des engagements de crédit-bail joint en annexe.

Autres informations de l'annexe

ENGAGEMENTS DE RETRAITE

La société dépend de la convention collective N°3305 des activités de « Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire », qui prévoit le droit pour les salariés à des indemnités de fin de carrière et en définit les modalités d'application.

Aucun autre accord particulier ou non n'a été signé par l'entreprise et il n'existe pas d'engagements pris au profit des seuls dirigeants.

Les engagements actualisés relatifs aux avantages à long terme accordés aux salariés comprennent les indemnités de départ volontaire, ainsi que les indemnités de mise à la retraite estimés en tenant compte d'une probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite.

Ces engagements sont évalués à 725 559 euros à la clôture de l'exercice.

Les engagements de retraite ne font l'objet d'aucune provision comptable.

La société dispose d'un contrat IFC pour couvrir ses dépenses relatives aux départs en retraite de ses salariés. La situation du fonds au 31 janvier 2016 se monte à 26 500 euros (hors rémunération).

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le montant des honoraires facturés par les commissaires aux comptes sur l'exercice se monte à 8 524 euros HT et se rapporte à l'audit légal des comptes de l'exercice précédent (ces honoraires avaient été provisionnés en N-1 à hauteur de 8 400 euros).

Les honoraires relatifs à la mission d'audit légal des comptes de l'exercice clos au 31/01/2016 ont été provisionnés à hauteur de 8 650 euros.

CICE

Un crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) a été calculé sur la base des salaires versés de janvier 2015 à décembre 2015 au taux de 6% pour un montant de 318 209 euros.

De plus, un produit à recevoir CICE a été calculé sur la base des salaires de janvier 2016 au taux de 6% pour un montant de 25 015 euros.

S'agissant d'un crédit d'impôt imputable sur l'impôt sur les sociétés, et conformément à l'avis de la CNCC, ces produits ont été comptabilisés au crédit de deux sous-comptes du poste "Impôt sur les bénéfices" du compte de résultat de l'exercice.

Conformément à l'article 224 quater C du CGI, le CICE perçu au cours de l'exercice a servi au financement de l'amélioration de la compétitivité. Ainsi, il a permis notamment de financer des investissements nécessaires à cette activité, de participer à l'effort de formation, de contribuer au maintien et à l'amélioration de notre politique salariale et d'améliorer notre fonds de roulement.

Autres informations de l'annexe

Le CICE à percevoir sera affecté de la même façon.

INTEGRATION FISCALE

Les résultats de la SAS PLEDIS sont intégrés fiscalement dans les résultats de sa mère :

- La SAS ALNATH

La SAS ALNATH est donc redevable de l'impôt sur les sociétés dû au titre des résultats de l'ensemble du groupe (article 223 A du CGI).

La convention d'intégration fiscale est basée sur la méthode de neutralité concernant le calcul de l'impôt sur les sociétés.

La SAS ALNATH établit également des comptes consolidés, en tant que société mère consolidante, pour son compte et celui de sa filiale la SAS PLEDIS.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

La société a été soumise à un contrôle URSSAF dont la notification n'a pas été reçue au moment de l'arrêté des comptes.

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Aucun élément significatif n'est à signaler.

Engagements hors bilan

DETTES ASSORTIES DE GARANTIES

- **Emprunt de 1 150 000 Euros** auprès de la BANQUE EUROPEENNE DU CREDIT MUTUEL :
Nantissement du fonds de commerce
Déblocage partiel à la clôture de l'exercice : **590 000 Euros**
Emprunt disponible : **560 000 Euros**

- **Ouverture de crédit de 1 000 000 Euros** auprès du CREDIT AGRICOLE :
Durée 48 mois à compter du 13/03/2013
Nantissement du fonds de commerce

ANNEXE - Elément 7

Crédit-Bail

		Terrains	Constructions	Matériels et outillages	Autres	31/01/2016
VALEUR D'ORIGINE					90 010	90 010
AMORTISSEMENTS	Cumul exercices antérieurs				19 311	19 311
	Dotation exercice				17 896	17 896
	TOTAL				37 206	37 206
REDEVANCES PAYEES	Cumul exercices antérieurs				23 214	23 214
	Redevances Exercice				21 571	21 571
	TOTAL				44 784	44 784
REDEV. RESTANT A PAYER	à 1 an au plus				18 410	18 410
	entre 1 et 5 ans				11 546	11 546
	à plus de 5 ans					
	TOTAL				29 955	29 955
VALEUR RESIDUELLE	à 1 an au plus				12 453	12 453
	entre 1 et 5 ans				24 000	24 000
	à plus de 5 ans					
	TOTAL				36 453	36 453
MONTANT PRIS EN CHARGE DANS L'EXERCICE					21 761	21 761

Capital social

		31/01/2016	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES	Du capital social début exercice		3 080,00	15,3000	47 124,00
	Emises pendant l'exercice			0,0000	
	Remboursées pendant l'exercice			0,0000	
	Du capital social fin d'exercice		3 080,00	15,3000	47 124,00

Effectif moyen

		31/01/2016	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures		22	
	Professions intermédiaires		14	
	Employés		189	8
	Ouvriers		15	
	TOTAL		240	8

Filiales et participations

31/01/2016

	Capital	Capitaux propres	Quote part du capital détenue (en pourcentage)	Valeur comptable des titres détenus	
				Brute	Nette
A. Renseignements détaillés					
1. Filiales (Plus de 50 %)					
NOV PRESS	7 622	33 616	100,00	135 310	135 310
2. Participations (10 à 50 %)					
1. Filiales (Plus de 50 %)					
NOV PRESS	15 000		124 890	(2 858)	
2. Participations (10 à 50 %)					
B. Renseignements globaux	Filiales non reprises en A		Participations non reprises en A		
	françaises	étrangères	françaises	étrangères	
Capital					
Capitaux propres					
Quote part détenue en pourcentage					
Valeur comptable des titres détenus - Brute					
Valeur comptable des titres détenus - Nette					
Prêts et avances consentis					
Montant des cautions et avals donnés					
Chiffre d'affaires					
Résultat du dernier exercice clos					
Dividendes encaissés					



CABINET
PICAUVET - LE DAIN

SAS PLEDIS
ZAC du Plateau
22190 PLERIN

SOCIETE
D'EXPERTISE
COMPTABLE ET DE
COMMISSAIRES
AUX COMPTES

Patrick LE DAIN
Patrick PICAUVET

Experts comptables
Commissaires aux comptes

QUIMPERLE
15 rue Eric Tabarly - B.P.329
29391 Quimperlé Cedex
Tél. 02 98 39 07 50
Fax 02 98 39 22 64

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 JANVIER 2016**

Aux associés,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 janvier 2016 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société SAS PLEDIS, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Président. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

PP

II – JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

L'annexe précise que la société a appliqué la réglementation comptable en vigueur sans avoir à pratiquer de changement de méthode.

- Nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application ;
- Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par la société, décrites dans l'annexe, sur la base des éléments disponibles à ce jour et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de ces méthodes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels n'appellent pas de notre part d'observation.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participations et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Quimperlé, le 25 mai 2016

Pour le CABINET PICA VET-LE DAIN
Commissaire aux Comptes
Patrick PICA VET



Bilan Actif

		31/01/2016			31/01/2015
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)					
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires	278 907	269 708	9 199	2 213
	Fonds commercial (1)	1 120 187		1 120 187	1 120 187
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	387 025	34 194	352 831	361 871
	Constructions	10 863 870	7 635 562	3 228 308	3 470 111
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	2 157 563	1 785 444	372 118	412 409
	Autres immobilisations corporelles	876 223	652 303	223 920	161 804
	Immobilisations en cours	30 841		30 841	
	Avances et acomptes	22 695		22 695	88 200
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	783 538		783 538	772 593
	Créances rattachées à des participations	731 306		731 306	679 799
	Autres titres immobilisés	1 055 241		1 055 241	1 047 438
	Prêts	56 173		56 173	56 183
	Autres immobilisations financières	685 566		685 566	679 611
TOTAL (II)		19 049 133	10 377 211	8 671 923	8 852 418
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements	47 887		47 887	34 778
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	6 098 743	343 731	5 755 012	5 560 613
	Avances et Acomptes versés sur commandes				400
	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	215 799	8 637	207 161	370 402
	Autres créances	2 172 256	3 054	2 169 202	1 975 812
COMPTES DE REGULARISATION	Capital souscrit appelé, non versé				
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	2 652 230		2 652 230	2 652 390
	DISPONIBILITES	2 787 535		2 787 535	4 239 697
	Charges constatées d'avance	439 135		439 135	477 606
	TOTAL (III)	14 413 584	355 422	14 058 162	15 311 697
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecarts de conversion actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		33 462 717	10 732 633	22 730 085	24 164 115

(1) dont droit au bail

170 000

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

1 473 044

(3) dont créances à plus d'un an

PICAVET - LEON
170 000
1 415 593
COMMISSAIRES
AUX
COMPTES
QUIMPERLE

Bilan Passif

		31/01/2016	31/01/2015
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	47 124	47 124
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	495 078	495 078
	Ecart de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale	4 713	4 713
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	10 852 246	10 811 857
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice	1 825 371	2 140 389
	Subventions d'investissement	3 517	4 917
	Provisions réglementées	163 960	175 544
	Total des capitaux propres	13 392 010	13 679 622
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	131 022	127 022
	Total des provisions	131 022	127 022
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	591 168	1 981 704
	Emprunts et dettes financières divers	34 904	35 666
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	9 171	13 488
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 992 935	4 602 740
	Dettes fiscales et sociales	2 934 467	3 227 309
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	83 795	45 915
	Autres dettes	560 613	450 649
	Produits constatés d'avance (1)		
	Total des dettes	9 207 053	10 357 471
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	22 730 085	24 164 115
Total du bilan en centimes		22 730 084,70	24 164 114,83
(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		8 772 168	8 555 837
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		652	

PICAVET
COMMISSAIRES
AUX
COMPTES
QUIMPERLE

Compte de Résultat

1/2

		31/01/2016		31/01/2015
		France	Exportation	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises	84 371 475		84 371 475
	Production vendue (Biens)	47 264		47 264
	Production vendue (Services et Travaux)	880 580		880 580
	Montant net du chiffre d'affaires	85 299 320		85 299 320
	Production stockée			
	Production immobilisée			
	Subventions d'exploitation			40 000
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			383 594
	Autres produits			14 021
	Total des produits d'exploitation (1)			85 736 935
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises			64 884 976
	Variation de stock			(173 976)
	Achats de matières et autres approvisionnements			231 023
	Variation de stock			
	Autres achats et charges externes			7 623 722
	Impôts, taxes et versements assimilés			1 073 475
	Salaires et traitements			5 921 317
	Charges sociales du personnel			2 248 343
	Cotisations personnelles de l'exploitant			
	Dotations aux amortissements :			
	- sur immobilisations			1 119 036
	- charges d'exploitation à répartir			
	Dotations aux dépréciations :			
	- sur immobilisations			355 422
	- sur actif circulant			
	Dotations aux provisions			4 000
	Autres charges			19 079
	Total des charges d'exploitation (2)			83 306 417
RESULTAT D'EXPLOITATION				2 430 518
				86 656 123
				65 599 850
				(168 544)
				240 562
				7 307 132
				1 138 247
				5 837 916
				2 140 078
				1 248 070
				383 594
				60 683
				83 787 590
				2 868 534

Compte de Résultat

2/2

		31/01/2016	31/01/2015
RESULTAT D'EXPLOITATION		2 430 518	2 868 534
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3)	8 189	9 650
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)	53	174
	Autres intérêts et produits assimilés (3)	48 970	55 841
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		78 000
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		2
	Total des produits financiers	57 211	143 667
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées (4)	150 865	102 818
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières	150 865	102 818
RESULTAT FINANCIER		(93 654)	40 849
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		2 336 864	2 909 382
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	1 566	1 738
	Sur opérations en capital	2 400	10 880
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	41 600	57 032
	Total des produits exceptionnels	45 566	69 650
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	810	40 436
	Sur opérations en capital	4 454	3 102
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	30 017	16 006
	Total des charges exceptionnelles	35 281	59 543
RESULTAT EXCEPTIONNEL		10 285	10 107
PARTICIPATION DES SALARIES		214 360	247 741
IMPOTS SUR LES BENEFICES		307 418	531 359
TOTAL DES PRODUITS		85 839 712	86 869 440
TOTAL DES CHARGES		84 014 341	84 729 051
RESULTAT DE L'EXERCICE		1 825 371	2 140 389

Résultat de l'exercice en centimes	1 825 371,29	2 140 389,04
(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) dont produits concernant les entreprises liées		
(4) dont intérêts concernant les entreprises liées	12 693	

PICAVET - LE DAIN
COMMISSAIRES
AUX 15 415
COMPTES
QUIMPERLE

Règles et Méthodes Comptables

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables générales d'établissement et de présentation des comptes annuels, dans le respect du principe de prudence et des hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du Code de Commerce et du Plan Comptable Général 2014 (PCG 2014).

Le PCG 2014 correspond au règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 (homologué par l'arrêté du 8 septembre 2014, publié au JO du 15 octobre 2014), qui annule et constitue une recodification du PCG 99, complété des règlements publiés depuis cette date.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Principales méthodes utilisées - Changements de méthode - Autres informations

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les logiciels figurant à l'actif font l'objet d'un amortissement linéaire sur 12 mois.

Aucune provision pour dépréciation n'a été constatée au cours de l'exercice pour ce poste.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles entrées au cours de l'exercice ont été traitées en respectant la réglementation.

Aucun changement notable de méthode ni changement d'estimation n'est intervenu au cours de l'exercice en ce qui concerne ce poste.

Méthode de traitement des immobilisations entrées :

Aucun changement notable de méthode ni changement d'estimation n'est intervenu au cours de l'exercice en ce qui concerne ce poste.

Méthode de traitement des immobilisations :

Les immobilisations corporelles sont évaluées soit :

- à leur coût d'acquisition : prix d'achat et frais directement attribuables engagés pour la mise en état de fonctionnement de l'immobilisation, incluant ou non certains frais accessoires d'acquisition des immobilisations selon l'option retenue ci-après ;
- à leur coût de production.

Les amortissements pratiqués sont calculés sur la durée d'utilisation propre à l'entreprise et à chaque

Règles et Méthodes Comptables

immobilisation corporelle.

La base amortissable ne tient compte d'aucune valeur résiduelle, du fait de la nature des immobilisations.

Enfin, les immobilisations corporelles n'ont fait l'objet d'aucune dépréciation au cours de l'exercice

PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES

La valeur brute est constituée par le coût d'achat incluant ou non certains frais accessoires d'acquisition des immobilisations selon l'option retenue ci-après. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

PRECISIONS SUR CERTAINES OPTIONS DE COMPTABILISATION

Frais accessoires d'acquisition des immobilisations (droits de mutation, honoraires d'acquisition ou commissions et frais d'actes) :

- **Immobilisations incorporelles** : La société a opté pour la comptabilisation de ces frais en charges ; ces dépenses ne sont donc pas incorporées dans le coût d'entrée des immobilisations concernées

- **Immobilisations corporelles** : La société a opté pour la comptabilisation de ces frais en charges ; ces dépenses ne sont donc pas incorporées dans le coût d'entrée des immobilisations concernées

- **Immobilisations financières** :

-> Titres de participations : La société n'a pas opté pour la comptabilisation de ces frais en charges ; ces dépenses sont donc incorporées dans le coût d'entrée des immobilisations concernées

-> Autres titres : La société a opté pour la comptabilisation de ces frais en charges ; ces dépenses ne sont donc pas incorporées dans le coût d'entrée des immobilisations concernées

Coût des emprunts : la société n'a pas opté pour l'incorporation de ces dépenses dans le coût de production des immobilisations ou des stocks ; ces dépenses sont donc comptabilisées en charges.

Composants de 2^{ème} catégorie : la société n'a pas opté pour l'identification de cette catégorie de composants (gros entretien et grandes révisions inscrits dans un programme pluriannuel) ; le cas échéant une provision pour grandes révisions a été constituée.

STOCKS

Les stocks sont évalués au coût d'achat net de ristournes au jour de l'inventaire éventuellement ramené au cours du jour si celui-ci est inférieur.

Règles et Méthodes Comptables

CREDIT-BAIL

Un nouveau contrat de crédit bail a été conclu au cours de l'exercice avec la société VOLVO AUTOMOBILES FINANCE, département de CGL.

Les caractéristiques de ce contrat ainsi que celui conclu au cours des exercices précédents sont mentionnées dans l'état des engagements de crédit-bail joint en annexe.

Autres informations de l'annexe

ENGAGEMENTS DE RETRAITE

La société dépend de la convention collective N°3305 des activités de « Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire », qui prévoit le droit pour les salariés à des indemnités de fin de carrière et en définit les modalités d'application.

Aucun autre accord particulier ou non n'a été signé par l'entreprise et il n'existe pas d'engagements pris au profit des seuls dirigeants.

Les engagements actualisés relatifs aux avantages à long terme accordés aux salariés comprennent les indemnités de départ volontaire, ainsi que les indemnités de mise à la retraite estimés en tenant compte d'une probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite.

Ces engagements sont évalués à 725 559 euros à la clôture de l'exercice.

Les engagements de retraite ne font l'objet d'aucune provision comptable.

La société dispose d'un contrat IFC pour couvrir ses dépenses relatives aux départs en retraite de ses salariés. La situation du fonds au 31 janvier 2016 se monte à 26 500 euros (hors rémunération).

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le montant des honoraires facturés par les commissaires aux comptes sur l'exercice se monte à 8 524 euros HT et se rapporte à l'audit légal des comptes de l'exercice précédent (ces honoraires avaient été provisionnés en N-1 à hauteur de 8 400 euros).

Les honoraires relatifs à la mission d'audit légal des comptes de l'exercice clos au 31/01/2016 ont été provisionnés à hauteur de 8 650 euros.

CICE

Un crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) a été calculé sur la base des salaires versés de janvier 2015 à décembre 2015 au taux de 6% pour un montant de 318 209 euros.

De plus, un produit à recevoir CICE a été calculé sur la base des salaires de janvier 2016 au taux de 6% pour un montant de 25 015 euros.

S'agissant d'un crédit d'impôt imputable sur l'impôt sur les sociétés, et conformément à l'avis de la CNCC, ces produits ont été comptabilisés au crédit de deux sous-comptes du poste "Impôt sur les bénéfices" du compte de résultat de l'exercice.

Conformément à l'article 224 quater C du CGI, le CICE perçu au cours de l'exercice a servi au financement de l'amélioration de la compétitivité. Ainsi, il a permis notamment de financer des investissements nécessaires à cette activité, de participer à l'effort de formation, de contribuer au maintien et à l'amélioration de notre politique salariale et d'améliorer notre fonds de roulement.

Autres informations de l'annexe

Le CICE à percevoir sera affecté de la même façon.

INTEGRATION FISCALE

Les résultats de la SAS PLEDIS sont intégrés fiscalement dans les résultats de sa mère :

- La SAS ALNATH

La SAS ALNATH est donc redevable de l'impôt sur les sociétés dû au titre des résultats de l'ensemble du groupe (article 223 A du CGI).

La convention d'intégration fiscale est basée sur la méthode de neutralité concernant le calcul de l'impôt sur les sociétés.

La SAS ALNATH établit également des comptes consolidés, en tant que société mère consolidante, pour son compte et celui de sa filiale la SAS PLEDIS.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

La société a été soumise à un contrôle URSSAF dont la notification n'a pas été reçue au moment de l'arrêté des comptes.

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Aucun élément significatif n'est à signaler.

Engagements hors bilan

DETTES ASSORTIES DE GARANTIES

- **Emprunt de 1 150 000 Euros** auprès de la BANQUE EUROPEENNE DU CREDIT MUTUEL :
Nantissement du fonds de commerce
Déblocage partiel à la clôture de l'exercice : **590 000 Euros**
Emprunt disponible : **560 000 Euros**

- **Ouverture de crédit de 1 000 000 Euros** auprès du CREDIT AGRICOLE :
Durée 48 mois à compter du 13/03/2013
Nantissement du fonds de commerce

ANNEXE - Elément 7

Crédit-Bail

		Terrains	Constructions	Matériels et outillages	Autres	31/01/2016
VALEUR D'ORIGINE					90 010	90 010
AMORTISSEMENTS	Cumul exercices antérieurs				19 311	19 311
	Dotation exercice				17 896	17 896
	TOTAL				37 206	37 206
REDEVANCES PAYEES	Cumul exercices antérieurs				23 214	23 214
	Redevances Exercice				21 571	21 571
	TOTAL				44 784	44 784
REDEV. RESTANT A PAYER	à 1 an au plus				18 410	18 410
	entre 1 et 5 ans				11 546	11 546
	à plus de 5 ans					
	TOTAL				29 955	29 955
VALEUR RESIDUELLE	à 1 an au plus				12 453	12 453
	entre 1 et 5 ans				24 000	24 000
	à plus de 5 ans					
	TOTAL				36 453	36 453
MONTANT PRIS EN CHARGE DANS L'EXERCICE					21 761	21 761

Capital social

		31/01/2016	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES	Du capital social début exercice		3 080,00	15,3000	47 124,00
	Emises pendant l'exercice			0,0000	
	Remboursées pendant l'exercice			0,0000	
	Du capital social fin d'exercice		3 080,00	15,3000	47 124,00

Effectif moyen

		31/01/2016	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures		22	
	Professions intermédiaires		14	
	Employés		189	8
	Ouvriers		15	
	TOTAL		240	8

ANNEXE - Elément 15

Filiales et participations

31/01/2016		Capital	Capitaux propres	Quote part du capital détenue (en pourcentage)	Valeur comptable des titres détenus	
					Brute	Nette
A. Renseignements détaillés						
1. Filiales (Plus de 50 %)						
NOV PRESS		7 622	33 616	100,00	135 310	135 310
2. Participations (10 à 50 %)						
1. Filiales (Plus de 50 %)						
NOV PRESS						
2. Participations (10 à 50 %)						
		Prêts et avances consentis	Montant des cautions et avals donnés	Chiffre d'affaires	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés
		15 000		124 890	(2 858)	